

Non classifié

GOV/PGC/MPM/M(2004)1



Organisation de Coopération et de Développement Economiques
Organisation for Economic Co-operation and Development

09-Feb-2004

Français - Or. Anglais

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL
COMITE DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

GOV/PGC/MPM/M(2004)1
Non classifié

**Réunion des Hauts responsables de Centres de Gouvernement sur la Modernisation du secteur public :
le rôle des agences centrales**

Note de synthèse

Madrid, 6 et 7 novembre 2003

Pour plus d'information, veuillez contacter Joanne Caddy : tél. +33-1 45 24 89 56 ;
fax : +33-1 45 24 85 63 ; e-mail : joanne.caddy@oecd.org

JT00158005

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine
Complete document available on OLIS in its original format

Français - Or. Anglais

**RÉUNION ANNUELLE DES HAUTS RESPONSABLES DE CENTRES DE GOUVERNEMENT
SUR « LA MODERNISATION DU SECTEUR PUBLIC : LE RÔLE DES AGENCES
CENTRALES »
MADRID, 6 ET 7 NOVEMBRE 2003**

NOTE DE SYNTHÈSE

Participants

1. La réunion de 2003 des Hauts responsables de Centres de gouvernement s'est tenue à Madrid, les 6 et 7 novembre 2003, sous la présidence de M. Julio Gómez-Pomar, Secrétaire d'État espagnol à la Fonction publique. Vingt-cinq pays membres de l'OCDE¹ ainsi que la Commission européenne y étaient représentés tandis que des observateurs du Brésil, du Chili et de la Slovénie assistaient à cette manifestation pour la première fois. La séance a été ouverte par M. Julio Gómez-Pomar, et par M. Richard Hecklinger au nom de l'OCDE. Mme Julia García-Valdecasas Salgado, ministre de la Fonction publique, a organisé un dîner officiel. Pour sa part, M. Javier Arenas Bocanegra, Vice-président du gouvernement espagnol et ministre de la Présidence, a reçu les membres du réseau des Centres de gouvernement dans les locaux de la Présidence du Conseil des ministres.

Modernisation du secteur public : le rôle des agences centrales

2. Les participants sont convenus que le principal enjeu de la modernisation du secteur public était pour les Centres de gouvernement de déterminer la manière de bien tenir le gouvernail pendant que d'autres agences se chargeaient du travail en soute. La politisation de la Fonction publique est un sujet qui préoccupe plusieurs pays. La modernisation exige des Centres de gouvernement qu'ils adaptent leurs procédures et leur communication de manière à bâtir une culture commune de « collégialité dans l'exercice de l'autorité » dans le contexte de la décentralisation de la gestion des affaires publiques.

3. Les débats ont montré à quel point il est important que les systèmes de gestion des performances soient pragmatiques compte tenu de la nécessité de rendre des comptes sur les plans politique et administratif afin de gagner la confiance du public. Si l'on compte avant tout sur des mesures de performance quantifiables, cela risque d'entraîner des distorsions, et soulève la question de savoir si nous mesurons bien ce qui est important ou, tout simplement, ce que nous sommes capables de mesurer. Il faut donc trouver un équilibre entre mesures quantitatives et mesures qualitatives. Les participants sont convenus qu'une évaluation comparative internationale pourrait contribuer à fixer des objectifs et à mesurer les performances. A cet égard, ils ont défini un rôle pour l'OCDE.

¹ Australie, Autriche, Canada, Corée, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

4. Les participants ont estimé qu'en matière de gestion des dépenses publiques, le rôle du Centre de gouvernement et celui de l'Agence centrale du budget se complètent, le premier apportant sa vision stratégique et la seconde ayant vocation à résoudre les problèmes pour le compte des ministères fonctionnels et des agences satellites. Parmi les principaux enjeux recensés, citons la manière d'améliorer la coordination entre les acteurs clés associés au processus budgétaire et la manière de doter des départements clés des capacités professionnelles nécessaires pour fournir ce que l'on attend d'eux par rapport aux objectifs des pouvoirs publics. Il importe que le gouvernement donne une véritable impulsion politique pour la détermination et la réalisation des objectifs budgétaires. Les participants ont souligné que c'est au gouvernement, et non à l'agence centrale du budget, qu'appartient la décision dans ce domaine.

5. Les participants ont admis que les processus de transfert de compétences et de décentralisation en cours dans de nombreux pays ont donné un fort coup de pouce à la modernisation du secteur public. Ces processus n'en ont pas moins créé des défis en matière de coordination et d'obligation de rendre des comptes à tous les échelons de l'administration, et doivent être conciliés avec les besoins stratégiques du centre. La décentralisation a des limites et entraîne des conséquences négatives comme la disparition des économies d'échelle (dans la fourniture de services et l'approvisionnement, par exemple). De son côté, le Centre de gouvernement continue de jouer un rôle clé en ce qui concerne l'évaluation et le suivi des performances des autorités locales, la diffusion des bonnes pratiques ainsi que l'impulsion et le maintien d'une dynamique de réforme.

Réunions à venir

6. Les membres du réseau des Hauts responsables de Centres de gouvernement ont manifesté leur intérêt pour une utilisation plus fréquente de cette tribune privilégiée. Ils ont suggéré de tenir une réunion intermédiaire à Paris au printemps 2004. Cette réunion serait organisée par le Secrétariat et soutenue par la « troïka » de pays hôtes – précédent, actuel et futur – qui sont actuellement l'Espagne, la Turquie et le Portugal. A cette occasion, les Hauts responsables se féliciteraient de rencontrer le Secrétaire général.

7. La prochaine réunion sera accueillie par la Turquie. Elle se tiendra à Istanbul, à l'automne 2004. Elle se concentrera sur les questions de gouvernance liées à l'utilisation de nouveaux instruments de décision dans les Centres de gouvernement, ainsi que sur l'impact de ces instruments sur l'information, la communication et l'organisation. Pour sa part, le Portugal a proposé d'accueillir la réunion de 2005 à Lisbonne.